

DNA

DERNIÈRES NOUVELLES D'ALSACE

EDITION DE
STRASBOURG -
CAMPAGNE

www.dna.fr

N° 40717

MARDI 18 SEPTEMBRE
2012

1,00 €

REICHSTETT Raffinerie Petroplus

Dépollution en vue



Les opérations de démontage et de dépollution de la raffinerie Petroplus de Reichstett pourraient débuter dès le début de l'année prochaine. La justice commerciale a accordé hier à l'entreprise un délai de trois mois pour lui permettre de finaliser les négociations avec les banques.



REICHSTETT Petroplus

Le site de la raffinerie sur la voie de la reconversion

La raffinerie Petroplus de Reichstett vit ses derniers mois. La justice commerciale lui a donné hier jusqu'au 17 décembre pour finaliser les négociations en cours avec les repreneurs qui se partageront le site de 680 hectares. Si tout se déroule comme prévu, les opérations de dépollution pourraient commencer dès le début de l'année prochaine.

Il reste encore des conditions suspensives à lever et toute une série de détails d'ordre juridique et réglementaire à régler. Mais sur le fond, la question semble aujourd'hui tranchée. La raffinerie de Reichstett, en redressement judiciaire depuis janvier, va céder ses actifs à plusieurs repreneurs différents, peut-être même avant la fin de l'année.

Le principe de l'opération a été acté hier par la chambre commerciale du tribunal de grande instance de Strasbourg qui a prolongé la période d'observation jusqu'au 17 décembre prochain. En clair, elle a accordé trois mois supplémentaires à M^{me} Claude-Maxime Weil, l'administrateur judiciaire chargé du dossier, pour finaliser cette complexe négociation.

Si tout se déroule comme prévu, la partie sud du vaste site de 680 hectares sera rachetée par Rubis Terminal, spécialiste du stockage des produits



Maintenir une partie en dépôt pétrolier

« Nous avons remis une offre dans laquelle nous proposons de reprendre » les quelque 80 hectares sur lesquels « se trouvent les bacs de produits et la gare routière ainsi que le terminal du port aux pétroles », confirme François Terrassin, directeur général de Rubis Terminal.

« Notre objectif, précise-t-il, est de maintenir cette partie en dépôt pétrolier » et d'y conserver « les stocks stratégiques de carburant destinés à garantir l'approvisionnement de la région de Strasbourg ». Il n'y aura donc pas beaucoup d'embauches à la clé. « Cette activité ne sera pas fortement génératrice d'emploi », reconnaît M. Terrassin.

Pour l'opération, déjà présent en Alsace via sa filiale SES, cette opération représente néanmoins un gros engagement financier - dont il ne souhaite pas indiquer le montant. Il lui faudra



Rubis Terminal compte racheter la partie sud de la raffinerie pour y aménager un dépôt pétrolier. PHOTO DNA - CHRISTIAN LUZZI-SORG

en effet « démanteler une partie du process », prévoir « une remise en état du site » et adapter les installations à la réglementation en vigueur pour les dépôts pétroliers (différente de celles qui s'appliquent aux raffineries), ce qui suppose « un important programme de mise aux normes », souligne le dirigeant.

Rien à voir cependant avec l'investissement que Brownfields se prépare à consentir. C'est en effet à cette entreprise parisienne, spécialisée dans la dépollution et la reconversion des sites industriels, que reviendra la responsa-

bilité d'assurer une seconde vie au site.

Création d'une zone d'activité

« Nous sommes appelés à reprendre les terrains d'emprise de la raffinerie » soit 320 hectares « dont 90 sur lesquels une pollution aux hydrocarbures a été identifiée », explique Patrick Viterbo, président de Brownfields. « Nous allons dépolluer ces surfaces (lire ci-dessous) dans les conditions définies par la DREAL » (direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement) ce qui « suppose préalablement de déman-

ter les installations ».

« Notre objectif, précise le dirigeant, est ensuite de développer sur le site une zone d'activité diversifiée », susceptible d'accueillir « des entreprises artisanales, industrielles ou logistiques ». La commercialisation des lots « devrait retenir l'intérêt » des investisseurs, estime M. Viterbo. Et pour cause : le site « très bien situé, à proximité de l'autoroute » présente également « l'avantage d'offrir des surfaces importantes devenues très rares sur le territoire de la CUS ».

Au total, évalue le président de Brownfields, « l'opération totale devrait nécessiter un délai de quatre à cinq ans ». Mais l'aménageur n'attendra pas qu'elle soit terminée pour mettre les premières pierres en vente. « Une trentaine d'hectares situés à l'extrémité nord de la zone, où des travaux de démolition ont déjà été entamés, seront disponibles dès la fin de l'année prochaine », annonce-t-il.

Rien de tout cela ne sera évidemment possible sans l'accord de la Commu-

nauté urbaine de Strasbourg, troisième acteur des actuelles négociations. La collectivité territoriale ne cache pas son très vif intérêt pour les 280 hectares de terres agricoles détenues par Petroplus Raffinage Reichstett qui sont aujourd'hui à vendre et qui pourraient constituer une très prometteuse réserve foncière. Elle a d'ailleurs demandé aux services de l'Etat de se pencher sur leurs caractéristiques. Mais pour l'instant, elle se contente d'être « observateur actif ».

Aujourd'hui, résume M^{me} Weil, « il faut donc que ces trois acteurs se mettent d'accord » pour pouvoir finaliser les opérations de cession en même temps. « Ils ont clairement la volonté de le faire », précise-t-il, simplement, vu la complexité des dossiers. « Tout cela nécessite un peu de temps ». Tous espèrent pouvoir boucler l'affaire d'ici le 17 décembre. S'ils y parviennent, indique M^{me} Weil, « les opérations de démontage pourraient commencer au début de l'année prochaine ». ■

COILE WEISS

90 hectares à dépolluer

Les études réalisées ces deux dernières années par Petroplus Raffinage Reichstett à la demande des services de l'Etat avaient confirmé : une partie du sous-sol de la raffinerie est polluée aux hydrocarbures. C'est donc à la société Brownfields qu'il reviendra de nettoyer les 90 hectares concernés sur la base des mesures prescrites par arrêté par la préfecture en février dernier.

« La pollution aux hydrocarbures est liée à des incidents de production », explique son président Patrick Viterbo. Les produits « se sont répandus à la surface de la nappe phréatique. À l'occasion de ses mouvements, ils sont venus imprégner les sols ».

Il va donc falloir « excaver les terres imprégnées », précise le spécialiste. « Elles feront l'objet d'un traitement biologique sur le site afin d'éviter les trop nombreux mouvements de



La raffinerie de Reichstett, fermée, va être démantelée et son sol dépollué. PHOTO DNA - CHRISTIAN LUZZI-SORG

camions », annonce-t-il. Elles seront ensuite remises en place. Les eaux « légèrement imprégnées

d'hydrocarbures » sont quant à elles « maintenues dans l'emprise du site par des pompes. Nous allons les extraire et les traiter sur place pour rendre à la nappe l'eau dans sa qualité d'origine », souligne M. Viterbo. Les analyses régulières et répétées permettront de s'assurer du résultat.

L'opération, très coûteuse (elle reviendrait selon les syndicats de la raffinerie à environ 25 millions d'euros) et « très encadrée par la DREAL » (direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement) permettra au final de « remettre le site aux normes définies par l'administration », précise encore le président de Brownfields. Lorsqu'elle sera terminée, en principe d'ici cinq ans, « on pourra tout à fait y implanter des activités tertiaires », promet-il.

36 000 TONNES DE BRUT

La raffinerie de Reichstett a été placée en redressement judiciaire en janvier 2012 après la faillite de son actionnaire, le groupe suisse Petroplus. Elle avait alors déjà cessé ses activités depuis plusieurs mois. Petroplus avait en effet décidé en octobre 2010 de fermer l'usine. Le site, qui employait alors 250 personnes plus une centaine de contractants n'était plus considéré comme suffisamment rentable. Aujourd'hui, il compte encore 48 salariés chargés principalement de l'exploitation du dépôt et du maintien des installations en sécurité. Bien que sans ressources, la société parviendra à honorer le PSE (plan de sauvegarde de l'emploi) et à payer les salaires jusqu'à la fin de l'année, assure son président Claude Philipponeau. Elle compte pour cela sur la vente des 36 000 tonnes de pétrole brut qui sont encore stockées sur le site. Elle devrait également réussir à monnayer certains de ses équipements. Tout le reste sera démolit, précise le dirigeant.